

[FR ci-dessous]

Appel urgent de la société civile pour mettre fin au partenariat UE-Rwanda suite à l'extension de la présence du Rwanda dans l'Est du Congo

A :

S.E. Ursula von der Leyen, Présidente de la Commission européenne
M. Stéphane Séjourné, vice-président pour la prospérité et la stratégie industrielle
Mme Roberta Metsola, Présidente du Parlement européen
M. Jozef Síkela, commissaire chargé des partenariats internationaux
M. Koen Doens, directeur général des partenariats internationaux
Mme Kerstin Jorna, directrice générale du marché intérieur, de l'industrie, de l'entrepreneuriat et des PME
M. Johan Borgstam, envoyé spécial de l'UE pour la région des Grands Lacs
Membres du Parlement européen

Bruxelles, Belgique
4 février 2025

À l'attention du président von der Leyen, du vice-président Séjourné, du président du Parlement européen Metsola, du commissaire Síkela, du directeur général Doens, du directeur général Jorna, de l'envoyé spécial de l'UE Borgstam et des membres du Parlement européen

À la lumière de l'escalade du conflit dans la région des Grands Lacs, nous, membres de la société civile congolaise et internationale, vous demandons de vous impliquer directement dans la résiliation du protocole d'accord avec le Rwanda sur les chaînes de valeur durables des matières premières.

Depuis la signature de ce protocole d'accord en février 2024, le Rwanda a progressivement étendu sa présence militaire sur le territoire congolais, à la fois directement et par le biais de son soutien actif à la milice du M23. En janvier 2025, cette agression s'est étendue à une partie de la ville stratégique de Goma. Cette crise, qui perdure depuis près de trois décennies, continue de déstabiliser la région, avec de graves conséquences humanitaires et sécuritaires pour la RDC.

L'intensification du conflit compromet directement toute possibilité d'établir des chaînes d'approvisionnement durables à partir du Rwanda. Depuis avril 2024, le M23, soutenu par le Rwanda, a pris le contrôle de la zone minière stratégique de Rubaya, qui abrite le plus grand site de coltan de la région des Grands Lacs. Selon le groupe d'experts de l'ONU¹, le M23 perçoit au moins 800 000 dollars par mois en taxes illégales dans cette zone. Les experts de l'ONU signalent également qu'au moins 150 tonnes de coltan sont frauduleusement exportées chaque mois vers le Rwanda, où elles sont mélangées à la production nationale rwandaise, ce qui entraîne la plus grande contamination jamais enregistrée des chaînes d'approvisionnement en minerais dans la région des Grands Lacs au cours des dix dernières années. L'occupation partielle de Goma ne fait que raccourcir les itinéraires potentiels pour l'exportation illicite de ces minerais.

¹ <https://docs.un.org/fr/s/2024/969>

Au-delà des rapports de l'ONU, la Haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité a explicitement condamné² la présence militaire du Rwanda en RDC, dénonçant les violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme et appelant à un cessez-le-feu immédiat. L'UE a reconnu les conséquences désastreuses de cette agression et a réaffirmé son engagement en faveur des efforts de paix, y compris les processus de Luanda et de Nairobi.

Cependant, nous sommes profondément alarmés et consternés par la poursuite du partenariat de l'UE avec le Rwanda, ainsi que par l'accord de la Banque européenne d'investissement (BEI) avec le Rwanda³ pour des investissements dans des matières premières essentielles. Déjà largement contesté au moment de sa signature, cet accord est devenu totalement inacceptable à mesure que le conflit s'intensifie. Il contredit les valeurs fondamentales de l'UE et soulève de sérieuses questions éthiques et juridiques quant à une éventuelle complicité dans les souffrances du peuple congolais. En vertu de la loi sur les matières premières critiques (CRMA), l'UE doit réévaluer d'urgence tout projet minier impliquant le Rwanda, sous peine de légitimer l'exploitation illégale des ressources de la RDC et de financer indirectement des crimes de guerre, des violations des droits de l'homme et l'instabilité régionale.

En tant qu'organisations de la société civile, basées en République démocratique du Congo (RDC) et au niveau international, **nous appelons l'Union européenne, et la Commission européenne en tant que son bras exécutif**, à prendre les mesures urgentes et décisives suivantes :

- **Se retirer immédiatement du protocole d'accord avec le Rwanda** : L'UE doit annuler cet accord pour démontrer son engagement en faveur des droits de l'homme, de la paix et de la souveraineté des nations. La poursuite de ce partenariat est en contradiction directe avec les valeurs de l'UE.
- **Suspendre tous les projets stratégiques liés aux minerais impliquant le Rwanda** : Tous les projets liés à la CRMA en cours d'évaluation et bénéficiant au Rwanda doivent être gelés jusqu'à ce que le Rwanda mette fin à son occupation militaire de la RDC, cesse de violer le droit international et mette un terme à son implication dans le commerce illicite des minerais.
- **Soutenir les efforts de lutte contre la corruption et la gouvernance des ressources en RDC** : L'UE doit prendre des mesures concrètes pour lutter contre la corruption et le trafic de minerais en renforçant les structures de gouvernance de la RDC, en veillant à ce que ses ressources profitent à sa population plutôt que d'alimenter les conflits.
- **Garantir la transparence et la responsabilité dans les chaînes d'approvisionnement mondiales en minerais en rapport avec les intérêts de l'UE** : L'UE doit veiller à ce que ses intérêts économiques ne contribuent pas à des violations des droits de l'homme, à l'exploitation ou à des conflits. Le rôle du Rwanda dans les chaînes d'approvisionnement mondiales en minerais doit faire l'objet d'un examen rigoureux dans le cadre de la législation européenne existante afin d'éviter toute complicité dans des activités illicites.

Nous reconnaissons et apprécions profondément le rôle du Parlement européen dans la défense des valeurs du peuple européen et **nous demandons donc aux membres du Parlement européen (MPE)** :

- **Veiller à ce que l'UE respecte ses principes dans la mise en œuvre de la CRMA** : exiger la transparence et un approvisionnement éthique afin d'empêcher les partenariats qui alimentent les conflits et les violations des droits de l'homme.
- **Rejeter le partenariat UE-Rwanda** : Adopter une position parlementaire ferme contre le protocole d'accord avec le Rwanda, en utilisant les commissions, les délégations et les groupes de suivi du Parlement européen.
- **Défendre le rôle de contrôle du Parlement européen dans la politique de l'UE** : Tenir la Commission européenne pour responsable de l'alignement de ses actions sur les engagements de l'UE en matière de droits de l'homme et d'approvisionnement responsable.
- **Faites preuve de solidarité avec le peuple congolais** : Soutenez les organisations de la société civile qui amplifient cet appel à la justice et partagez cette lettre comme un acte de solidarité.

Les richesses naturelles de la RDC devraient être une source de développement et de stabilité, et non un moteur de guerre et d'exploitation. L'UE a le devoir moral et légal de s'assurer que ses politiques ne soutiennent pas par inadvertance l'agression, l'occupation ou le pillage des ressources.

² <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2025/01/25/democratic-republic-of-the-congo-statement-by-the-high-representative-on-behalf-of-the-eu-on-the-escalation-in-eastern-drc/>

³ <https://www.eib.org/en/press/all/2023-530-rwanda-and-eib-agree-new-critical-raw-materials-investment-partnership>

Nous demandons instamment à l'Union européenne de prendre des mesures immédiates et décisives pour soutenir la RDC et faire respecter les principes de justice, de souveraineté et de droits de l'homme. En se retirant du protocole d'accord avec le Rwanda, en arrêtant les projets stratégiques dans le cadre de la CRMA et en adoptant des mesures concrètes pour promouvoir la responsabilité et la paix, l'UE peut réaffirmer son engagement envers ses valeurs et contribuer à une résolution durable et juste pour le peuple congolais.

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à cette question urgente et attendons votre réponse rapide.

Appel urgent de la société civile pour mettre fin au partenariat UE-Rwanda suite à l'expansion de sa présence à l'Est du Congo

À l'attention de :

S.E. Ursula von der Leyen, Présidente de la Commission européenne
M. Stéphane Séjourné, Vice-Président pour la Prospérité et la Stratégie industrielle
Mme Roberta Metsola, Présidente du Parlement européen
M. Jozef Síkela, Commissaire aux Partenariats internationaux
M. Koen Doens, Directeur général des Partenariats internationaux (DG INTPA)
Mme Kerstin Jorna, Directrice générale du Marché intérieur, de l'Industrie, de l'Entrepreneuriat et des PME (DG GROW)
M. Johan Borgstam, Envoyé spécial de l'UE pour la région des Grands Lacs
Membres du Parlement européen

Bruxelles, Belgique
4 février 2025

À l'attention de la Présidente von der Leyen, du Vice-Président Séjourné, de la Présidente du Parlement européen Metsola, du Commissaire Síkela, du Directeur général Doens, de la Directrice générale Jorna, de l'Envoyé spécial de l'UE Borgstam, et des Membres du Parlement européen

Suite à l'intensification du conflit dans la région des Grands Lacs, nous, acteurs de la société civile congolaise et internationale, en appelons à votre implication directe pour mettre fin au Protocole d'accord avec le Rwanda sur les chaînes de valeur durables pour les matières premières.

Depuis la signature dudit Protocole en Février 2024, le Rwanda a progressivement étendu sa présence militaire sur le territoire congolais, non seulement directement mais aussi à travers son soutien actif à la milice du M23. En janvier 2025, l'agression s'est étendue à une partie de la ville stratégique de Goma. Cette situation, qui perdure depuis près de trois décennies, continue de déstabiliser la région, entraînant de lourdes conséquences humanitaires et sécuritaires pour la RDC.

L'intensification du conflit affecte directement toute possibilité d'établir des chaînes d'approvisionnement durables en provenance du Rwanda. En effet, depuis Avril 2024, le M23 appuyé par le Rwanda s'est emparé de la zone minière stratégique de Rubaya, qui abrite le plus grand site de coltan de la région des Grands Lacs. Selon le [Groupe d'Experts des Nations Unies](#), le M23 y collecte au moins 800.000 USD par mois au titre de taxes illégales. Selon les experts onusiens, "au moins 150 tonnes de coltan ont été frauduleusement exportées par mois vers le Rwanda et mélangées à la production rwandaise, donnant lieu à la plus grande contamination jamais enregistrée à ce jour des chaînes d'approvisionnement en minéraux dans la région des Grands Lacs." L'occupation d'une partie de Goma ne fait que raccourcir les voies potentielles d'exportation frauduleuse de ces minerais.

Outre les rapports des Nations Unies, le Haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité a explicitement condamné la présence militaire rwandaise en RDC, dénonçant les violations du droit international humanitaire et des droits humains et appelant à un cessez-le-feu immédiat. L'UE a reconnu les conséquences désastreuses de cette agression et a réaffirmé son engagement en faveur des efforts de paix, notamment les processus de Luanda et de Nairobi.

Cependant, nous sommes profondément alarmés et consternés par le maintien du partenariat de l'UE avec le Rwanda, ainsi que par le partenariat conclu⁴ entre la Banque européenne d'investissement (BEI) et le Rwanda pour des investissements dans les matières premières critiques. Déjà contesté lors de sa signature, cet accord est désormais totalement inacceptable avec l'escalade du conflit. Il contredit les valeurs de l'UE et soulève de graves questions éthiques et juridiques sur une possible complicité dans les souffrances du peuple congolais.

Dans le cadre du CRMA, l'UE doit d'urgence réévaluer tout projet minier impliquant le Rwanda, sous peine de légitimer l'exploitation illégale des ressources de la RDC et de financer indirectement crimes de guerre, violations des droits humains et instabilité régionale.

En tant qu'organisations de la société civile, basées en République démocratique du Congo (RDC) ainsi qu'à l'international, **nous appelons l'Union européenne et sa branche exécutive, la Commission européenne**, à prendre les mesures urgentes et décisives suivantes.

- **Retrait immédiat du protocole d'accord (MoU) avec le Rwanda** : L'UE doit mettre fin à cet accord afin de démontrer son engagement en faveur des droits humains, de la paix et de la souveraineté des nations. Maintenir ce partenariat serait une contradiction directe avec les valeurs de l'UE.
- **Suspendre tous les projets stratégiques liés aux minerais impliquant le Rwanda** : Tout projet en cours d'évaluation dans le cadre du CRMA bénéficiant au Rwanda doit être gelé jusqu'à ce que le Rwanda mette fin à son occupation militaire en RDC, cesse de violer le droit international et mette un terme à son implication dans le commerce illégal des minerais.
- **Transparence et responsabilité dans les chaînes d'approvisionnement mondiales des minerais en provenance du Rwanda** : L'UE doit veiller à ce que ses intérêts économiques ne contribuent pas aux violations des droits humains, à l'exploitation ou aux conflits. Le rôle du Rwanda dans les chaînes d'approvisionnement mondiales en minerais doit être soumis à un contrôle rigoureux afin d'éviter toute complicité de l'UE dans des activités illicites.

Nous reconnaissons et apprécions profondément le rôle du Parlement européen dans la défense des valeurs du peuple européen, et **nous exhortons les Députés européens à :**

- **Garantir le respect des principes de l'UE dans la mise en œuvre du CRMA** : Exiger transparence et approvisionnement éthique pour éviter des partenariats alimentant les conflits et les violations des droits humains.
- **Rejeter le partenariat UE-Rwanda** : Adopter une position parlementaire ferme contre le protocole d'accord avec le Rwanda en mobilisant commissions, délégations et groupes de suivi.
- **Défendre le rôle de surveillance du Parlement européen** : Exiger que la Commission européenne rende des comptes afin d'aligner ses actions sur les engagements de l'UE en matière de droits humains et d'approvisionnement responsable.
- **Exprimer une solidarité avec le peuple congolais** : Soutenir les organisations de la société civile relayant cet appel à la justice et diffusant cette lettre comme un acte de solidarité.

Les richesses naturelles de la RDC doivent être une source de développement et de stabilité, et non un moteur de guerre et d'exploitation. L'UE a le devoir de veiller à ce que ses politiques ne soutiennent pas, même involontairement, l'agression, l'occupation ou le pillage des ressources.

Nous appelons l'Union européenne à agir immédiatement et avec détermination pour soutenir la RDC et défendre les principes de justice, de souveraineté et de droits humains. En se retirant du MoU avec le Rwanda, en stoppant les projets stratégiques dans le cadre du CRMA et en adoptant des mesures concrètes pour promouvoir la responsabilité et la paix, l'UE peut réaffirmer son engagement envers ses valeurs et contribuer à une résolution juste et durable pour le peuple congolais.

Nous vous remercions pour votre attention à cette question urgente et attendons votre action avec intérêt.

Initiated by / Initié par :

relatives aux ressources

Signatories / Signataires

EN : Liste des organisations de la société civile congolaise et des ONG européennes/internationales solidaires de cet appel.

⁴ <https://www.eib.org/en/press/all/2023-530-rwanda-and-eib-agree-new-critical-raw-materials-investment-partnership>

FR : Liste des organisations de la société civile congolaise, et des ONG européennes/internationales exprimant leur solidarité avec cet appel.

1. 11.11.11 [Belgique]
2. Action pour le Développement Intégral et Durable (ADID) [Fungurume, Lualaba, RDC]
3. Action Résilience et Relèvement Communautaire (ARCO) [Bukavu, Sud Kivu, RDC]
4. AFEJUCO SK - Association des Femmes Juristes Congolaises (Antenne du Sud-Kivu) [Bukavu, Sud-Kivu, RDC].
5. Coalition africaine sur les minéraux verts [Afrique]
6. African Resources Watch (AFREWATCH) [Goma, Lubumbashi, Kinshasa, RDC]
7. Alerte Congolaise pour l'Environnement et les Droits de l'Homme [Nord Kivu, RDC]
8. Association Africaine de Défense des Droits de l'Homme [Bukavu, Sud Kivu, RDC]
9. Association des Exploitants Miniers Artisanaux pour la Pacification et la Réconciliation de l'Ituri (AEMAPRI) [Ituri, Bunia, RDC].
10. ASAD Asbl (Actions Sociales pour l'Assistance aux Défavorisées) [Bukavu, RDC]
11. Avocats Sans Frontières [Bruxelles, Belgique & Kinshasa, RDC]
12. BEST asbl (Bureau d'Etudes Scientifiques et Techniques) [Bukavu, RDC]
13. Broederlijk Delen [Bruxelles, Belgique]
14. Cadre de Concertation sur les Ressources Naturelles [Bunia, Ituri, RDC]
15. Carrefour pour la Justice, le Développement et les Droits Humains (CJDH-RDC) [Walikale, Nord-Kivu, RDC].
16. Centre Congolais pour le Développement Durable (CODED) [Kinshasa, RDC].
17. Centre National d'Appui au Développement et à la Participation Populaire (CENADEP) [Kinshasa, RDC].
18. Coalition des Organisations de la Société Civile pour le Suivi de Réforme et de l'Action Publique (CORAP) [Kinshasa, RDC].
19. Coopérative des Apiculteurs et Vendeurs du Miel au Kivu (CAVMK) [Kanyabayonga, RDC].
20. Counter Balance [Bruxelles, Belgique]
21. Congo Nouveau Asbl [Nord Kivu, RDC]
22. Observatoire de la dette dans la mondialisation [Barcelone, Espagne]
23. Ensemble pour la Justice Climatique et la Protection des Défenseurs de l'Environnement (EJPDE) [Goma, RDC].
24. Entraide et Fraternité [Bruxelles, Belgique]
25. Fern [Bruxelles, Belgique]
26. Filimbi [RDC]
27. Forum des Engagés pour le Développement Durable (FORED) [Bunia, Ituri, RDC]
28. Global Witness [Royaume-Uni]
29. Hitaji Asbl [Bukavu, Sud-Kivu, RDC]
30. IFEDD-RDC [Goma, Bukavu, Ituri, Tanganyika, Kolwezi, RDC].
31. Initiative Bonne Gouvernance des Ressources Naturelles au Kivu (IBGRN-K) [Bukavu, RDC].
32. Initiative des Femmes pour l'Éducation et l'Accompagnement des Vulnérables (IFEAV) [Bukavu, Sud-Kivu, RDC].
33. Initiative pour la Bonne Gouvernance et les Droits Humains (IBGDH) [Kolwezi, Lualaba, RDC].
34. Initiative pour la Protection des Droits de l'Homme et la Réinsertion Sociale [Kolwezi, Kinshasa, Sud-Kivu, RDC]
35. Initiatives pour le Développement Durable (IDD) [Lubumbashi, Kolwezi, RDC].
36. Innovation pour le Développement et la Protection de l'Environnement [Goma, RDC]
37. IPIS [Belgique]
38. Justice Pour Tous [Bukavu, RDC]
39. La Sentinelle des Ressources Naturelles [Lubumbashi, Kinshasa, RDC]
40. LITRASE [Bukavu, RDC]

41. LITRASE LUALABA [Kolwezi, Lualaba, RDC]
42. Max Impact [Bukavu, RDC]
43. MISEREOR [Allemagne]
44. Organisation Congolaise des Écologistes et Amis de la Nature (OCEAN) [Kinshasa, RDC].
45. PAX [Pays-Bas]
46. Pax Christi International [Global/International]
47. PowerShift [Berlin, Allemagne]
48. Publiez ce que vous payez (PCQVP) [Londres/Bruxelles]
49. Réseau des Environnementalistes et Communicateurs sur les Ressources Naturelles (RECOREN ONG) [Haut-Uélé, RDC]
50. Réseau Haki na Amani (RHA) [Bunia, Ituri, RDC]
51. Réseau Panafricain de Lutte Contre la Corruption "UNIS" [Kinshasa, RDC].
52. Resource Matters [Bruxelles, Belgique & Kinshasa, RDC]
53. Rettet den Regenwald [Hambourg, Allemagne]
54. Sentinelle des Ressources Naturelles [Lubumbashi, Kinshasa, RDC]
55. Solidarité pour la Réflexion et Appui au Développement Communautaires (SORADEC) [Goma, RDC].
56. Solidarité Sans Frontières (SSF asbl) [Sud-Kivu, RDC]
57. Synergie des Écologistes pour la Paix et le Développement (SEPD) [Goma, RDC].
58. Synergie des Jeunes pour le Développement et les Droits Humains [Nord-Kivu, RDC].
59. Synergie des Organisations de la Société Civile pour la promotion des Droits humains et de l'environnement SYDHE Asbl [Sud-Kivu, Bukavu, RDC]
60. Synergie des Vanniers et Amis de la Nature (SVAN) [Rutshuru, RDC]
61. Le Congo N'est Pas à Vendre (CNPAV) [Kinshasa, RDC]
62. Walikale, Nord-Kivu, RDC [Carrefour pour la Justice, le Développement et les Droits Humains]
63. Youth for Gender Asbl [Goma, RDC] (en anglais)
64. Zéro Poubelle - Kinshasa (ZPK) [Kinshasa, RDC]

Signatories logos / Logos des signataires





Alerte Congolaise pour l'Environnement et les Droits de l'Homme



Coalition des Organisations de la Société Civile pour le Salut des Effortifs et de l'Artisanat Public



Centre Congolais pour le Droit du Développement Durable
Congolais Centre for Sustainable Development Law
ONG de recherche et de promotion du développement durable



